

**M. Ken James (secrétaire parlementaire du ministre des Approvisionnements et Services):** Monsieur le Président, je me réjouis de parler aujourd'hui de ce très important projet de loi qui permettra aux Canadiens de participer au capital d'Air Canada. Je voudrais énumérer quelques raisons pour lesquelles la possibilité d'avoir des actions dans la société suscite tant d'intérêt partout au Canada.

● (1210)

Mes collègues, tant du gouvernement que de l'opposition, ont parlé des réactions provoquées par la vente d'Air Canada. Ils ont mentionné le sondage effectué par le *Financial Times* et Decima. Je voudrais, pour ma part, aborder la question des services et ce qu'il importe de faire en desservant les Canadiens. Air Canada a une longue tradition de service et il importe de le dire. Dans le cadre d'un sondage sur ce sujet, on a posé la question suivante aux enquêtés: «Quels effets pensez-vous que la privatisation aura sur la qualité des services que la compagnie aérienne offre aux voyageurs canadiens?» Parmi les répondants, 74 p. 100 ont dit que, à leur avis, la privatisation maintiendrait ou améliorerait les services que les Canadiens attendent d'Air Canada. Nous devons en tenir compte.

Il importe également que tous les députés prennent connaissance des déclarations de M. Ed Godin, porte-parole des pilotes. Comme nous le savons, ces derniers sont, depuis des années, très favorables à la vente d'Air Canada. Le député de Winnipeg-Nord (M. Orlikow) a dit plus tôt qu'un certain nombre d'employés sont opposés à la vente. Parlant des autres syndicats, M. Godin a dit: «Nous avons constaté que leurs membres ne partagent pas l'avis de leurs chefs syndicaux.» Ces chefs expriment en effet leur opposition. Cela est très courant, mais il est alarmant de voir qu'ils ne consultent pas leurs membres ou qu'ils ne leurs présentent pas les avantages et les inconvénients de la privatisation. Ils se limitent à donner leur propre opinion. La même chose s'est produite dans ma circonscription de Sarnia—Lambton au sujet du libre-échange. Il y a eu des cas où les chefs syndicaux ont fait campagne contre le libre-échange, en dépit du fait que près de 80 p. 100 des syndiqués sont très favorables à cette initiative et en comprennent les aspects positifs.

**M. Manly:** Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Je voudrais demander au député s'il sait quand le premier ministre (M. Mulroney) compte consulter la population du Canada sur la question du libre-échange?

**M. le vice-président:** Le secrétaire parlementaire peut poursuivre son discours.

**M. James:** Je ne sais trop, monsieur le Président, de quel genre de rappel au Règlement il s'agissait là, mais c'était clairement une interruption de la part de mon collègue d'en face.

À ce sujet, le premier ministre (M. Mulroney) et le gouvernement ont été élus pour administrer le Canada, le guider et lui donner un bon gouvernement. Certes, dans le cadre de ce mandat, il fallait s'arrêter au commerce international. Nous ferions bien piètre figure si nous n'adaptions pas le Canada

### *Air Canada*

aux changements et si nous n'envisagions pas de signer un traité avec notre principal client.

En parlant des chefs syndicaux, M. Godin a déclaré: «Nous constatons que les syndiqués ne partagent pas les opinions de leurs chefs. Au sein même des syndicats, il existe un mouvement contraire aux opinions exprimées par les dirigeants.» Il déclarait aussi: «Une agent de bord de Toronto déplorait le fait que son syndicat dépense son argent pour combattre cette initiative alors que les pilotes utilisent le leur pour obtenir de bonnes conditions.» Les pilotes ont économisé leur argent et ils peuvent faire une bonne affaire! C'est, à mon avis, une déclaration assez révélatrice.

La mesure législative reflète les besoins changeants d'Air Canada dans un secteur économiquement déréglementé. Le gouvernement conservateur a préparé le terrain pour une mesure très profitable pour ce secteur. Le projet de loi donnera à Air Canada la liberté nécessaire pour relever les défis de la concurrence sur la scène internationale. Il prévoit qu'Air Canada, société d'État, deviendra, sans heurts, une entreprise privée mûre et dynamique. Il permettra à la société de mettre à profit les qualités qu'elle a acquise en 51 ans d'existence. La mesure permettra aux Canadiens de continuer de tirer fierté d'Air Canada comme digne représentante du peuple canadien. Nous savons tous que les Canadiens, dont beaucoup ne sont jamais montés à bord d'un avion, sont très attachés à leur société aérienne.

Ils ont confiance dans le nom Air Canada et dans la société. Il faut que cette confiance demeure, et elle demeurera sans aucun doute. La société est forte d'une longue expérience dans le domaine du transport aérien au Canada. Lorsqu'on examine les résultats des sondages, on constate qu'un certain nombre de gens qui ne voyagent pas, contrairement à la plupart des députés, ont peut-être des sentiments encore plus positifs à l'égard d'Air Canada.

Il y a quelques années, Air Canada était notre seul transporteur aérien national. Aujourd'hui, nous avons les Lignes aériennes Canadien International et leurs partenaires qui font la concurrence à Air Canada et ses associés sur les marchés national et régionaux au Canada. Dans la circonscription de Sarnia-Lambton, que je représente, nous avons Air Ontario, transporteur aérien régional associé à Air Canada. Il y a cinq mois, des compagnies associées de Canadien International ont commencé à offrir des vols réguliers à partir de Sarnia. Ainsi, nous avons une excellent service dans une ville de quelque 87 000 habitants et une agglomération urbaine comptant environ 120 000 habitants. Air Ontario offre un service excellent et concurrentiel. En prenant un vol à destination de Toronto à 7 heures, on peut faire une correspondance avec un vol d'Air Canada et être à Ottawa à 9 h 15. C'est la même chose dans le cas des Lignes aériennes Canadien International. Ce transporteur a un vol qui quitte Sarnia à 7 h 5. Cet exemple, que je trouve dans ma propre circonscription, montre bien le genre de service dont jouissent les plus petites régions urbaines au Canada.